

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Service de la coordination des politiques
publiques

Bureau des procédures environnementales

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société CETAL de fournir
le dossier de mise en conformité des conditions de fonctionnement de
son établissement de VELAINE-EN-HAYE accompagné du rapport de base**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

N° 2017-1100

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite IED ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-82 et L. 171-8 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles 1^{er} et 25 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2005-444 du 23 juillet 2008 autorisant la société CETAL, dont le siège social est situé à VELAINE-EN-HAYE, à exploiter des ateliers de fabrication de structures métalliques en aluminium comportant en particulier une installation de traitement de surfaces situés au n° 7 de l'allée des Aulnes - Zone d'activités économiques du Parc de Haye à VELAINE-EN-HAYE ;

Vu le document de référence sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement de surfaces des métaux et matières plastiques, adopté en août 2006 par la Commission Européenne ;

Vu le guide pratique de ventilation des cuves de traitement de surfaces, établi par l'INRS en 2014 ;

Vu le dossier de porter à connaissance A85387/A, que la société CETAL a transmis au Préfet de Meurthe-et-Moselle le 28 juillet 2016, proposant notamment pour son établissement de VELAINE-EN-HAYE, conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du code de l'environnement, la rubrique 3260 comme rubrique principale de classement et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BATc) relatives au traitement de surface (STM) comme BATc relatives à cette rubrique principale ;

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1 rue Préfet Claude Erignac - CS 60031 - 54038 NANCY CEDEX
Téléphone : 03 83 34 26 26 - Télécopie 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte-Catherine - 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé PP/AN/NW/37-2017 en date du 21 avril 2017, établi à la suite de la demande d'extension de l'atelier de montage des portails portée à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle le 29 juillet 2016, validant les propositions de l'exploitant ;

Vu le courrier du Préfet de Meurthe-et-Moselle à la société CETAL en date du 15 mai 2017 validant la rubrique 3260 comme rubrique principale de classement des installations exploitées au sein de son établissement de VELAINE-EN-HAYE et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BATc) relatives au traitement de surface (STM) comme BATc associées à cette rubrique principale ;

Considérant que le chapitre II de la directive n°2010/75/CE du 24 novembre 2010 dite IDE, transposée en droit français notamment par le décret n°2013-374 du 2 mai 2013, prévoit que les conditions d'autorisation d'exploiter des installations visées par ces dispositions, tiennent compte des meilleures techniques disponibles et soient revues périodiquement ;

Considérant que la société CETAL est, en vertu des dispositions de l'article R 515-82 du code de l'environnement, redevable d'un dossier de mise en conformité des conditions d'autorisation d'exploiter son usine de VELAINE-EN-HAYE depuis le 7 janvier 2014 ;

Considérant par ailleurs que l'article R 515-82 du code de l'environnement dispose que l'exploitant doit joindre au dossier de mise en conformité le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 du même code ;

Considérant qu'à la date de signature du présent arrêté, la société CETAL n'a transmis à l'autorité administrative, Préfet de département ou inspection des installations classées, ni le dossier de mise en conformité, ni le rapport de base ;

Considérant que les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bacs des installations de traitement de surfaces exploitées par la société CETAL à VELAINE-EN-HAYE, sont rejetés dans l'air sans être préalablement épurées ;

Considérant qu'il incombe à la société CETAL de démontrer, notamment au regard des MTD recensées dans le document de référence pour le traitement de surfaces des métaux et matières plastiques, d'août 2006, et des solutions techniques rassemblées dans le guide pratique de ventilation des cuves de traitement de surfaces, établi par l'INRS en 2014, s'il est nécessaire ou non d'épurer ces émissions atmosphériques et ceci dans le cadre du dossier de mise en conformité des conditions de fonctionnement de son établissement de VELAINE-EN-HAYE susvisé ;

Considérant en définitive que la société CETAL ne respecte pas les obligations fixées à l'article R. 515-82 du code de l'environnement auxquelles elle est soumise ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société CETAL, dont le siège social est situé Zone d'activités économiques du Parc de Haye - 7 Allée des Aulnes sur le territoire de la commune de VELAINE-EN-HAYE, est mise en demeure pour l'exploitation des ateliers de fabrication de structures métalliques en aluminium comportant en particulier une installation de traitement de surfaces, implantés à la même adresse, de respecter les dispositions de l'article R. 515-82 II du code de l'environnement en remettant au Préfet le dossier de mise en conformité des conditions de fonctionnement de ces installations et le rapport de base exigés à cet article, **dans le délai maximal de cinq mois à compter de la date de notification de la présente injonction.**

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux obligations rappelées par cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 38 - 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 : le secrétaire Général de la préfecture, le sous-préfet de TOUL, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la société CETAL

Et dont copie sera adressée :

- au maire de VELAINE EN HAYE

NANCY, le 22 MAI 2017

le préfet,


Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

